

Le dollar canadien

Monsieur le président, c'est le directeur de la Banque Royale lui-même qui accuse le gouvernement. Nous, de l'opposition, avons bien raison de nous préoccuper de ces interventions de dernière minute qui de toute façon n'ont jamais réussi à soutenir le dollar. La motion que nous étudions aujourd'hui fait justement suite à cet état de fait. Bien entendu, d'autres raisons ont contribué à la chute de notre dollar. Je mentionnais tantôt que notre faiblesse compétitive et nos coûts qui n'étaient plus concurrentiels ont affaibli notre économie, et par conséquent, notre monnaie. Bien entendu, le fait d'avoir dû reconstituer nos réserves et d'avoir emprunté à l'étranger pour ce faire, nous a mis dans une position tout à fait défavorable.

Je voudrais ici citer de nouveau M. McLaughlin, toujours au sujet du gouvernement sur les marchés de change. Il disait donc, et je cite:

Toutefois l'expérience d'autres pays a montré que, quelles que soient les mesures de soutien, les monnaies finissaient toujours par retomber au niveau où le marché les situait.

Et M. McLaughlin termine ainsi son évaluation de la situation actuelle:

Les interventions de l'État sont non seulement inefficaces, mais souvent préjudiciables.

Pour appuyer ce jugement, rappelons les conséquences des interventions répétées mais infructueuses de la Banque du Canada sur les marchés de change. Le 17 octobre 1978, l'honorable ministre des Finances déposait un projet de loi dans cette enceinte demandant que le pouvoir d'emprunt du gouvernement actuel soit majoré de sept milliards pour l'année financière en cours et fixé à 10 milliards pour l'année 1979-1980. La raison de cette soit soudaine: la majoration du pouvoir d'emprunt était devenue nécessaire, suite aux emprunts qu'on avait dû effectuer à l'étranger.

Les perspectives pour notre dollar ne sont guère optimistes. Où et quand la chute s'arrêtera-t-elle? Nous aurions tous bien du mal à le prédire. Pour tous les Canadiens qui importent plus de 25 p. 100 des marchandises qu'ils consomment, les répercussions immédiates n'ont rien d'agréable. Le gouvernement semble espérer que cette chute nous favorisera immédiatement sur le plan des exportations, que notre économie se rétablira et que le taux de chômage diminuera comme conséquence directe. Or, la demande pour nos produits qui sont surtout des matières premières des secteurs des mines et de la forêt n'augmentera pas du jour au lendemain. D'ailleurs ces deux secteurs sont trop liés aux fluctuations du marché et doivent faire face à une concurrence des plus vives. En outre les perspectives économiques internationales sont très sombres. Les experts prédisent même une récession aux États-Unis en 1979. Si nous n'avons pas une demande accrue pour nos produits, nous devons baisser nos taux d'intérêt pour stimuler de nouveaux investissements. Monsieur le président, notre gouvernement tente présentement et est en train, il semble, de préparer la prochaine campagne électorale. Et naturellement, il parle beaucoup sur le séparatisme et l'unité nationale, et ce, dans le but de faire oublier au peuple canadien son incapacité à régler le problème du marasme économique qui va de mal en pis chaque mois. Il se prépare, c'est bien évident, à berner encore une fois la population de notre pays.

En effet, monsieur le président, pourquoi parler d'unité dans un pays immense, divisé en régions très différentes les unes des autres. D'abord, on nous divise au niveau politique, on nous divise au niveau de la religion, ignorant complètement le seul

élément en mesure de faire l'harmonie de l'Atlantique au Pacifique et du Nord au Sud. L'élément dont je veux parler, monsieur le président, est le facteur économique. En effet, notre dollar que je possède dans mes goussets et que tous et chacun de nous possédons, ou avons déjà possédé, dis-je, est le même d'un bout à l'autre du pays. C'est à peu près tout ce que nous avons en commun d'une province à l'autre.

Tant et aussi longtemps que le gouvernement ne prendra pas le contrôle du système monétaire de manière à permettre à chaque région et à chaque individu d'avoir la certitude que dans son pays, peu importe ses origines ou sa langue, il y aura justice et compréhension et qu'il pourra, selon ses capacités, jouir des immenses richesses de notre pays, et ce sans brimer qui que ce soit au pays, voilà, monsieur l'Orateur, à mes yeux une des seules solutions qui s'offre à nous tous de redonner confiance à notre peuple qui saura bien faire la part des choses et éprouver la satisfaction de vivre dans un beau et grand pays où l'harmonie et la paix auront fait leur nid sur un dénominateur commun qu'est notre dollar. Il est grand temps que nous cherchions à déterminer où nous en sommes et où nous allons avec les politiques à l'aveuglette de notre gouvernement.

● (1710)

[Traduction]

M. James Gillies (Don Valley): Monsieur l'Orateur, je suis vraiment heureux de pouvoir participer au débat cet après-midi. Je n'ai jamais trouvé depuis mon arrivée au Parlement de meilleure preuve pour laquelle nous devrions tenir des élections sur-le-champ. Si la qualité des discours des députés ministériels que nous avons entendus aujourd'hui est un indice de leurs opinions sur nos problèmes financiers, le Canada est dans de mauvais draps et un nouveau gouvernement devrait être élu aussitôt que possible.

Il est incroyable, quand le dollar canadien a atteint son point le plus bas depuis plus de 35 ans ou depuis 110 ans, quand on se fonde sur la moyenne annuelle, de constater l'absence du ministre des Finances (M. Chrétien), du premier ministre (M. Trudeau) et du nouveau ministre qui dirige le Conseil des ministres au développement économique. A quoi sert le Parlement? Pourquoi sommes-nous ici? Ne sommes-nous pas intéressés? N'est-ce pas un problème assez important qui devrait être débattu par les dirigeants du gouvernement? Ne pouvons-nous pas tenir un débat sérieux sur la politique économique en cette enceinte? Le gouvernement n'a-t-il donc aucun porte-parole pour traiter de ces questions, exception faite du ministre des Transports (M. Lang)? Il a gâché tout ce qu'il a touché. C'est lui le ministre des Transports qui n'a pas su appliquer une politique des aéroports, qui n'a pas su appliquer une politique du blé et qui a déclenché une véritable crise constitutionnelle par son attitude lors du conflit des contrôleurs aériens; c'est ce même ministre qui vient de nous servir un discours politique réchauffé et à saveur académique au moment même où l'opposition officielle a saisi la première occasion qui lui était offerte de proposer au Parlement une motion portant sur le plus grave des problèmes auxquels font face les Canadiens. Il n'y a donc chez les ministériels personne qui soit compétent pour parler de cette question et qui soit capable de défendre l'attitude du gouvernement.